



Lettre 25 – Février 2022

Je souhaite une **bonne année** à tous les réfugiés, à tous ceux qui œuvrent en leur faveur dans les nombreuses ONG, en France, en Europe, ou dans le reste du monde, et à tous ceux qui participent et organisent les cercles de silence, ainsi qu'à tous ceux (1000 ou plus) qui reçoivent cette lettre maintenant bimensuelle.

Mais que signifie « **bonne** » pour un réfugié ?

- Une année où ils ne sont pas morts.
- Mais peut-être un peu plus : une année où ils sont arrivés dans le pays où ils souhaitaient immigrer.
- Encore plus, dans un pays où ils ne sont pas battus, ni en CRA ni renvoyés vers leurs pays natal.
- Allons plus loin, un pays où ils ont de quoi se loger, manger la possibilité d'aller à l'école, de finir des études, d'obtenir un diplôme.
- Encore mieux un pays où ils peuvent travailler – pour faire vivre leur famille en leur envoyant de l'argent,
- Ou mieux en faisant venir leurs conjoint et leurs enfants : ce serait une année splendide !
- Un pays où ils seraient accueillis, aidés et complètement intégrés : ce serait une année magnifique !
- Un pays où ils seraient naturalisés : ce serait le paradis.

Mais, selon votre point de vue, une « bonne » année pourrait être autre chose. A vous de l'écrire, sur du papier, et dans votre vie.

Michel Girard

Table des matières

CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE	2
LYON-Saint-Exupéry	3
MESNIL-AMELOT.....	3
FRANCE.....	3
Les migrants afghans.....	3
Quelle aide financière pour les demandeurs d'asile?.....	4
En 2021 : "retour volontaire" de 5 000 migrants	4
Budget alloué à l'immigration.....	4
BOULOGNE-SUR-MER	5
CALAIS	5
CHARENTE MARITIME.....	7

LYON	7
MAYENNE.....	7
MELLE.....	8
MENDE.....	8
MONTPELLIER.....	8
PARIS.....	8
RENNES.....	9
SAINT-GAUDES.....	9
STRASBOURG.....	10
THIAIS.....	10
TOURS.....	10
MANCHE.....	10
MÉDITERRANÉE.....	10
LES NAVIRES et avions	10
Sea-Watch 3.....	10
Louise Michel.....	11
TUNISIE.....	11
LIBYE.....	11
UNION EUROPÉENNE.....	12
Tests osseux.....	13
ALLEMAGNE.....	13
BELGIQUE.....	13
ESPAGNE.....	14
GRÈCE.....	14
LITUANIE.....	15
PAYS- BAS	15
POLOGNE.....	15
EUROPE.....	16
BALKANS.....	16
2500 paires de chaussures pour les migrants	16
ROYAUME-UNI	16
ONU - Organisation internationale pour les migrations.....	17
Accentuer l'aide aux pays en développement où vivent 90% des réfugiés.....	18
ASIE.....	19
AFGHANISTAN.....	19
SYRIE.....	20
AFRIQUE	20
MAROC.....	20
A écouter ou voir.....	20

CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

Les rapports de visite des rapports de visites du contrôleur général des lieux de privation de liberté sont consultables sur internet. Les rapport les plus récents concernent les CRA de Bédénac (Charente maritime) fin mars 2021 et de Lille-Loos-Séquedin (Nord) et février 2021. Ainsi que la zone d'attente de Roissy-Charles-de-Gaulle en avril et mai 2021. Ceux des années précédentes sont disponibles sur le même site.

<https://www.cgpl.fr/2021/publication-de-rapports-de-visite-22/>

La situation dans les CRA est toujours vraiment désastreuse du fait de l'épidémie de covid.

La tentation pour l'administration judiciaire et les flics est toujours de « confiner » les CRA.

<https://mars-infos.org/apres-plus-de-5-mois-de-retention-6121>

MESNIL-AMELOT

Un Kurde turque était retenu enfermé en Zone d'attente (ZAPI) puis au Centre de rétention administrative (CRA) 2 du Mesnil-Amelot depuis son arrivée en France le 17 juillet 2021. Il a enfin été libéré le 29 décembre 2021 après plus de 5 mois de rétention. Son improbable libération intervient dans le cadre de la détérioration des conditions sanitaires (prolifération du covid dans les CRA 2 et 3) et du droit de retrait de la Cimade du centre de rétention pour les mêmes raisons. Le motif retenu par le juge est l'impossibilité de préparer sa défense du fait de l'absence de la Cimade du CRA, et l'impossibilité d'accéder à une traduction pour communiquer avec son avocate. Il semble que peu, voire pas, de retenus n'ont pu être libérés grâce à ce motif. Il a été libéré, mais il attend toujours la date de son audience devant la CNDA, après le refus de l'OFPRA de lui accorder l'asile (et ce malgré les nombreux éléments avancés sur son impossibilité de retour en Turquie). Mais l'OFPRA semble ne pas se soucier plus que ça du sort que le régime turc fait à ses opposants politiques.

<https://mars-infos.org/-infos-globales->

FRANCE

Les migrants afghans

En 2021, les autorités françaises ont transféré environ 16 000 migrants présents en Île-de-France vers d'autres régions de l'Hexagone, a annoncé l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) mercredi 5 janvier 2021. Ce plan a été mis en place le 1er janvier 2021 visant à "desserrer la pression" sur la région parisienne. C'est en effet dans la capitale et à ses alentours que se présentent 50 % des primo-arrivants - alors que seul 19 % du parc d'hébergement d'urgence y est disponible. Cela aussi pour prévenir la formation de campements de migrants.

Quelle aide financière pour les demandeurs d'asile?

LES OUBLIÉS DU DROIT D'ASILE : ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS DE VIE ET L'ACCÈS AUX DROITS DES EXILÉS FRÉQUENTANT 5 STRUCTURES D'ACCUEIL À PARIS (paru en décembre 2021).

Les auteurs de l'étude (plusieurs associations telles que l'Armée du Salut, Action contre la faim, le Samu Social de Paris...) ont fait un état des lieux catastrophique du dénuement - social, sanitaire, financier - dans lequel vivent les demandeurs d'asile en France. Le manque d'informations entraîne une incompréhension du système d'accueil et précarise les nouveaux-arrivants. Par exemple, une grande majorité comprend peu, ou pas du tout, le français, beaucoup n'ont pas accès à internet (pour rester en contact avec leurs proches ou se rapprocher des administrations françaises...) ou pas d'accès à un système de soins. *"Les demandeurs d'asile [qui, ici comprend aussi les primo-arrivants (sans papiers souvent), des déboutés du droits d'asile et des réfugiés statutaire] fréquentant les accueils de jour n'ont que peu ou pas de ressources financières. Lorsqu'ils en ont, elles sont issues majoritairement de l'ADA [allocation pour demandeur d'asile ...] Seule la moitié des demandeurs d'asile interrogés déclare être bénéficiaire de l'allocation".* Le

directeur général de l'Ofii, chargé de la prise en charge des demandeurs d'asile en France répond que *"Tous les demandeurs d'asile, y compris les dublinés, touchent automatiquement l'allocation financière ADA"*. En effet, l'ADA est une aide spécifique, réservée aux seuls demandeurs d'asile enregistrés en préfecture. Et donc pas aux primo-arrivants (sans papiers souvent), aux déboutés du droits d'asile et aux réfugiés statutaires.

<https://www.federationsolidarite.org/wp-content/uploads/2021/12/Rapport-oublieadroitasile-2021-vfinale-web-sansreco.pdf>

En 2021 : "retour volontaire" de 5 000 migrants

Quelque 5 000 étrangers présents en France ont bénéficié en 2021 d'un "retour volontaire" vers leur pays d'origine, a annoncé mercredi 12 janvier 2022 le patron de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii). L'État propose un vol de retour et une somme d'argent (au moins 1 850 euros, donnés au moment du passage de la frontière) pour inciter un étranger qui veut quitter la France à rentrer dans son pays. Sont concernées les personnes en situation irrégulière, celles dont la demande d'asile a été rejetée et les dublinés. Une "aide à la réinsertion", pouvant aller de 3 500 euros à 10 000 euros selon les pays, est disponible pour ceux ayant un projet professionnel concret dans leur pays d'origine. Si le projet est accepté, cette somme d'argent n'est pas versée directement à la personne concernée mais utilisée par l'Ofii pour procéder à des achats qui seront nécessaires à l'activité professionnelle choisie par la personne. *"Ça me semble important de faire en sorte que les personnes, dès lors qu'elles n'ont plus de titre de séjour, retournent dans les meilleures conditions dans leur pays d'origine et de les stabiliser en leur permettant de développer une activité économique"*.

Budget alloué à l'immigration

Candidat d'extrême-droite à l'élection présidentielle française, Eric Zemmour affirme dans son programme de campagne que les demandeurs d'asile coûtent "une fortune" aux Français. Mais d'après les calculs, basés sur des chiffres officiels, le budget alloué à l'immigration et à l'asile représente seulement 0,2 % du budget total de l'État.

BOULOGNE-SUR-MER

Un hangar jusqu'à présent vide est désormais mis à disposition des migrants secourus dans la Manche. Situé sur le port de commerce, il s'agit d'un lieu où les rescapés pourront être débarqués par les équipes de secours, sans être contraints de revenir à pieds vers Calais. Selon la presse locale, il peut accueillir plusieurs centaines de personnes, une cellule médicale y sera installée, et des vivres ainsi que des vêtements peuvent y être stockés. À l'origine de cette initiative, le président de la Société nationale de sauvetage en mer de Boulogne-sur-Mer, qui évoque le manque d'intimité qui accompagne généralement les débarquements de migrants secourus. *"En juillet 2021, nous avons débarqué des migrants au port sans qu'il y ait la moindre prise en charge. Ils étaient partis trempés, pieds nus. Nous étions choqués. C'est indécent. On ne peut pas débarquer ces gens désespérés, qui sont souvent en mauvais état physique et dépenaillés, dans des conditions aussi indiscretes. Il faut que leur condition humaine soit respectée"*. La Protection civile composée de bénévoles, et sollicitée par les services de l'État, met à disposition des migrants des tentes et des équipes médicales à leur retour sur la terre ferme. Comme elle vient de Berck à 50 kilomètres de Boulogne-sur-Mer, il lui faut du temps pour arriver. Mais cette solution n'est pas systématiquement mise en place. La solution qu'offre désormais le hangar est temporaire. À partir de l'été 2022, un nouveau lieu, plus pérenne, devrait être dédié à cet effet.

CALAIS

Jeudi 30 décembre 2021, vers 9 heures, les forces de l'ordre expulsent d'un camp la centaine de personnes - originaires du Soudan pour la plupart. Depuis quinze jours, policiers et gendarmes sont épaulés par plusieurs escadrons de CRS. Les exilés, qui d'ordinaire sont autorisés à récupérer leurs affaires, en sont empêchés. 32 tentes au total sont confisquées. *"Avant, les personnes pouvaient récupérer leurs biens à la Ressourcerie [un magasin solidaire où étaient stockés les biens des migrants après les expulsions]. Mais depuis sa fermeture, s'ils ne peuvent pas récupérer leurs affaires au moment du démantèlement, ils les perdent définitivement". "la création d'un nouveau lieu plus vaste, plus sécurisé, plus digne, de stockage et de redistribution des affaires des personnes migrantes, en lien avec les associations"* promis par la ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, chargée de la Citoyenneté le 1er décembre 2021 n'est toujours pas opérationnel. Jeudi, devant l'impossibilité pour les migrants de récupérer leurs affaires - qui se résument souvent à une tente et à quelques biens personnels dans un sac - la tension est montée entre eux et les policiers. Face aux cailloux et aux pierres lancés par les exilés, les forces de l'ordre ont riposté avec des tirs de gaz lacrymogènes et de LBD. La commissaire-adjointe de Calais a affirmé qu'une *"quarantaine de policiers ont été blessés, touchés par des impacts de pierres"*. Lorsque les affrontements se sont arrêtés, vers 11 heures, trois exilés ont été pris en charge par les pompiers. Les associations dénoncent une véritable politique de harcèlement, subit par les migrants au quotidien. À Calais et dans la région, les démantèlements de grande ampleur ont lieu toutes les semaines. Les "petites" expulsions, toutes les 48 heures. *"Après deux jours consécutifs d'expulsions et deux jours sans expulsions pour permettre aux forces de l'ordre de fêter leur Noël, ce matin [26 décembre 2021] à Calais le harcèlement d'État a recommencé. Sous la pluie et le froid, les exilés ont été réveillés et sortis de force de leurs tentes"*.

<https://www.lavoixdunord.fr/1121037/article/2021-12-30/d-apres-la-police-de-calais-les-affrontements-avec-des-migrants-ont-fait>

Vendredi 31 décembre 2021, une dispute éclate entre un habitant du quartier et un groupe de migrants érythréens, le Calaisien est roué de coups. Le frère du calaisien arrive en voiture et fonce sur les migrants. Après intervention de la police, trois migrants blessés aux jambes, dont deux très grièvement, ont été hospitalisés, tout comme le riverain roué de coups. Le pronostic vital d'un des migrants est toujours engagé, le samedi soir 1er janvier 2022. Le conducteur, ainsi qu'un migrant qui n'a pas été blessé dans l'altercation, ont été placés en garde à vue dès vendredi soir. Un deuxième migrant sorti samedi 1er janvier de l'hôpital a lui aussi été interpellé. La garde à vue du chauffeur a été prolongée samedi soir. C'est aussi le cas pour deux des migrants impliqués. Les trois hommes doivent être présentés à un juge dimanche dans le cadre d'une information judiciaire pour tentative d'homicide volontaire.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/quatre-blesses-dont-trois-migrants-dans-une-violente-bagarre-a-calais-le-soir-du-reveillon-1641036315>

Dimanche 2 janvier 2022, un camps de réfugié a été démantelé, entre 13 h 30 et 15 h 30, par 180 membres des forces de l'ordre afin « *d'interpeller des individus reconnus lors des événements de jeudi 30 décembre 2021* ». Un migrant a été interpellé ce dimanche. Il a été identifié comme l'un des auteurs des jets de pierres contre les CRS de jeudi 30 décembre 2021. Comme lors de chaque opération (il y en a eu ce dimanche dans d'autres camps de la ville), 32 tentes ont été ramassées. « *Nous avons laissé une trentaine de minutes aux migrants pour venir récupérer leurs tentes [Mais l'annonce a été faite en français, langue que les réfugiés ne comprennent pas !]. Après, celles qui restaient en place sont considérées comme abandonnées et ont été confiées à une société privée* ». Il n'y avait pas de bus pour emmener les migrants vers les centres d'accueil. Les migrants n'ont pas été autorisés à récupérer leurs affaires. **Le migrant soudanais de 19 ans vivant à Calais été relaxé** par le tribunal de Boulogne-sur-Mer mercredi 5 janvier 2021, après avoir été accusé de violences envers

des policiers. *"Vous ne pouvez pas condamner mon client alors qu'il a été reconnu trois jours plus tard"*. L'avocate a également pointé des différences dans la tenue vestimentaire de l'exilé en question entre les dates du 30 décembre et du 2 janvier qui empêcheraient son identification formelle. *"De plus, il ne peut être responsable de l'ensemble de ces violences." "Il faudrait plutôt condamner un usage totalement disproportionné de la force à l'encontre des personnes qui n'ont rien. Des personnes exilées qui ce matin ont été chassées et gazées par les CRS, empêchées de récupérer leurs tentes, dont la majorité avaient été volées et détruites"*, Cette décision du tribunal a suscité l'indignation du côté des policiers, "dégoûtés" que la justice n'apporte pas *"une réponse ferme afin de contribuer à renforcer l'autorité des forces de l'ordre"* .

<https://www.lavoixdunord.fr/1122097/article/2022-01-02/apres-les-heurts-de-jeudi-nouveau-demantelement-dans-le-camp-entre-calais-et>

<https://www.lavoixdunord.fr/1123696/article/2022-01-06/calais-apres-les-heurts-lors-d-un-demantelement-un-migrant-relaxe-par-le>

Dans les nuits du lundi 3 au mardi 4 janvier 2022, puis du mercredi 5 au jeudi 6 janvier, des dizaines de migrants ont mis en place des barrages à l'aide de troncs d'arbres, de branchages, de planches ou de containers de poubelle, au milieu de la rocade, à la sortie de l'autoroute A16, menant au port de Calais, afin de ralentir les camions et de se hisser à l'intérieur.

Mardi 4 janvier 2022, après-midi « à l'occasion d'une opération d'évacuation », menée « sous le contrôle du Procureur de la République », une personne « a refusé de quitter la zone de démantèlement », a indiqué la préfecture du Pas-de-Calais. « Elle a ensuite tenté de porter des coups à un CRS affecté à cette mission. Cette personne a été interpellée puis placée en garde à vue » qui a pris fin mercredi et la jeune femme de 25 ans « a été déférée pour une convocation en justice le 11 mai à 13 h 30 devant le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer », a indiqué le parquet. Selon un membre de l'Auberge des migrants, la jeune femme « était en train d'observer une expulsion » avec d'autres associatifs quand un CRS « l'a saisie par le col ». Elle a alors « levé les bras dans un mouvement réflexe » et a été interpellée, a-t-il ajouté, dénonçant une augmentation dernièrement de la violence lors des expulsions de campements à Calais.

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/calais-une-benevole-d-association-de-migrants-sera-jugee-pour-outrage-et-rebellion-70a89f54-6e50-11ec-8165-e952f387eb50>

Jeudi 6 janvier 2022, quelque 150 gendarmes et policiers ont évacué une centaine de personnes qui vivaient sous des tentes sur un terrain appartenant à l'État, à Coquelles, commune toute proche de Calais. Conduites dans des bus à Laon, voire à Nice, les personnes ont été évacuées pour éviter tout nouveau point de fixation. Selon la sous-préfète de Calais : *"si on laisse les installations des migrants se faire, les campements vont grossir et provoquer des troubles à l'ordre public et développer tous les trafics, dont celui des passeurs"*.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/calais/calais-apres-la-garde-a-vue-d-une-benevole-de-l-auberge-des-migrants-les-associations-denoncent-une-escalade-des-violences-2405191.html>

Le nombre de personnes naufragées au large de Calais et mises à l'abri et prises en charge a été de 1 002 en 2021, contre 341 en 2020, a annoncé l'Ofii le lundi 10 janvier 2022. Ce qui représente *"un effort financier qui ne cesse d'augmenter"*. Le nombre de personnes vivant sur des campements de fortune sur le littoral nord qui ont été *"mises à l'abri et orientées dans le dispositif national d'accueil a été de 31 103"* en 2021, mais seulement de 9 172 en 2020. 9 779 places d'hébergement ont été proposées en 2021, essentiellement dans les Hauts-de-France et 6 950 personnes ont été hébergées. Les migrants ne veulent pas aller dans des centres éloignés de la ville.

Le nouveau lieu pour restituer les affaires des migrants perdus ou saisis lors des démantèlements de camps du nord de la France a ouvert lundi 10 janvier 2022. Les exilés peuvent se présenter dans la structure du lundi au vendredi entre 13h et 16h. Chaque jour, quatre personnes accueillent les exilés, trient et sèchent les tentes et couvertures. *"Une fois que le portique de*

sécurité est passé, les migrants peuvent venir par groupe de huit et récupérer leurs biens [personnels]". Les sacs à dos, les téléphones ou les papiers d'identité sont restitués aux migrants qui peuvent identifier leurs effets personnels. Les tentes, les couvertures, les bâches ou les vêtements sont en revanche rendus aux exilés, sans que ces affaires ne soient nominatives. Du côté des associations, qui ont refusé de prendre part au projet, on pointe du doigt une "logique absurde" : "Si on y participe, c'est qu'on accepte les évacuations toutes les 48h ! Ces affaires ne devraient pas être prises : c'est illégal." . "Au lieu de mettre en place un tel système, il faut simplement arrêter cette politique inhumaine qui consiste à démanteler les camps quotidiennement et à voler les effets personnels des exilés".

<https://www.infomigrants.net/fr/post/37880/calais--ouverture-dun-nouveau-lieu-pour-stocker-les-affaires-des-migrants-saisies-lors-des-demantelements>

CHARENTE MARITIME

Le titre de séjour provisoire d'un malien s'achève bientôt. L'État laisse au jeune malien de 19 ans jusqu'au 22 janvier pour quitter le territoire français. La préfecture estime qu'il a un faux passeport mais ses employeurs se battent pour lui considérant qu'il est très doué et intégré socialement à Ferrières. Il a fait ses études en alternance au CFA de Lagord. Pour son maître d'apprentissage : *"Cela fait vingt ans que je suis boulanger, j'ai jamais vu un apprenti pareil. On lui dit les choses, une fois, deux fois, et c'est assimilé. Il est ponctuel, avenant, et franchement, il est exceptionnel. Je suis surpris de voir ce qu'il se passe aujourd'hui. On ne peut pas perdre ce bon élément là. Ce n'est pas possible."*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/wally-un-jeune-apprenti-boulangier-malien-est-menace-d-expulsion-a-ferrieres-1641226115>

LYON

Après avoir été hébergé grâce à la solidarité des parents d'élèves durant les deux semaines de vacances scolaire, une famille avec 4 enfants se retrouve à la rue le 3 janvier 2022. Cette famille a des ressources (le père est cadre dans une société)et pourrait se payer un petit logement., mais les bailleurs ne veulent leur attribuer au vu de leur situation administrative

MAYENNE

Un Kosovar arrive à 13 ans en France et réussi à s'intégrer assez facilement. Plusieurs personnes l'ont soutenu tout du long : camarades de classe et le Réseau Éducation Sans Frontières, qui se sont mobilisés à travers différentes pétitions et manifestations pour lui permettre de rester en France. Il passe son baccalauréat professionnel en mécanique automobile au lycée Léonard de Vinci, à Mayenne, et réalise quelques stages au sein d'un garage, dont le patron finit par lui proposer de l'embaucher durablement. Grâce au contrat qu'il a signé avec le garage, il a eu son titre de séjour le 29 novembre 2021. Il lui reste à obtenir son permis de conduire !

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/a-mayenne-un-jeune-kosovar-obtient-son-titre-de-sejour-grace-au-cdi-offert-par-son-patron-1641307698>

MELLE

En 2016, les élus des communes de Melle, Saint Léger de la Martinière, Saint Martin les Melle ont décidé de créer un Centre d'Accueil et d'Orientation (CAO). En 2019, la Ville de Melle a rénové une ancienne caserne afin de proposer trois logements : l'ancien CAO devient alors un dispositif HUDA (Hébergements d'urgence pour demandeurs d'asile). Ce lieu accueille les

personnes exilées le temps de la formulation de la demande d'asile. Il s'agit de leur offrir un temps de répit, une sécurité matérielle, de leur permettre d'habiter une ville ouverte à tous. Des habitants de ces communes et des environs se sont unis pour permettre à ces personnes accueillies une insertion sociale et culturelle. L'HUDA de Melle accueille 15 jeunes hommes de différentes nationalités. Cinq maisons sont désormais à disposition ; chacune possède 3 chambres, salon, cuisine et sanitaire communs.

MENDE

Le Conseil départemental de la Lozère demande jeudi 30 décembre 2021, la remise en liberté et la régularisation d'un jeune Malien formé dans une blanchisserie mais menacé d'expulsion. Il avait été condamné à deux mois de prison avec sursis pour avoir refusé un test PCR alors qu'il se trouvait au centre de rétention administrative de Toulouse. Il avait été interpellé mercredi matin 29 décembre 2021, à Mende en vue de son expulsion. Le juge des libertés et de la détention de Toulouse l'a libéré. Il est libre mais son obligation de quitter le territoire français court jusqu'en avril 2022. Il ne pourra donc toujours pas travailler.

MONTPELLIER

Depuis 2016, une quarantaine de mineurs isolés étrangers ont été incarcérés à Montpellier pour détention de faux documents administratifs et escroquerie au préjudice du conseil départemental de l'Hérault. La justice leur a reproché d'avoir menti sur leur âge. Jugés majeurs par l'administration lors de comparution immédiate, ces jeunes ont écopé de peines de prison, pour la plupart allant de trois à quatre mois. En plus de la détention, les jeunes se sont vus infliger une amende, représentant les sommes engagées par l'État pour leur prise en charge - le département s'étant porté partie civile dans ces affaires, prise en charge éducative est estimée à 284 euros par jour et l'hébergement à 56 euros. Un jeune s'est ainsi vu réclamer 99 000 euros par le département ! Mais grâce aux pressions des associations, le département de l'Hérault ne se porte plus partie civile depuis deux ans.

Les jeunes condamnés par la justice dans l'Hérault ont finalement pu prouver leur minorité à leur sortie de prison, avec l'aide des associations. Ces dernières les ont ensuite faits héberger et scolariser dans des écoles de la région. Certains mineurs ont même réussi à être pris en charge par l'ASE, après être repassés devant les tribunaux. Beaucoup de ces condamnés à tort ont déposé un dossier à la cour de cassation afin de faire annuler le jugement et obtenir des dédommagements. Car avec cette incarcération assortie d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF), l'obtention d'un titre de séjour s'avère compliqué, voire impossible.

<https://www.streetpress.com/sujet/1636709479-etrangeurs-mineurs-isoles-condamnes-prison-ferme-age-majeurs-erreur-judiciaire-migrants-justice>

PARIS

Dans le hall de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), boulevard Ney, dans le nord de Paris, à deux pas des guichets de dépôt des dossiers de demande d'asile, des affichettes annoncent que la vaccination contre le Covid-19 est possible sur place et sans rendez-vous "*pour les demandeurs d'asile à partir de l'âge de 12 ans*". Mais si la demande d'asile est refusée, il sera plus facile de les renvoyer vers leur pays d'origine.

le Samu social de Paris a pris le relais de Médecins sans frontières (MSF) et vaccine deux fois par semaine les personnes à la rue, principalement des migrants, à porte de la Villette, dans le

nord de Paris. Un défi pour l'organisation qui doit composer avec une population en mouvement, qui n'a pas ou peu accès à Internet et qui ne maîtrise pas toujours le français. Du 13 octobre au 16 décembre 2021, on a effectué 547 injections pour 335 personnes : 261 concernaient une première dose, 156 une seconde et 74 une troisième. Le nombre d'injections de première dose est plus élevé car on voit beaucoup de primo-arrivants qui n'ont pas pu se faire vacciner sur la route de l'exil, mais aussi parce que certains ont reçu un vaccin qui n'est pas reconnu par l'Union européenne. L'absence d'Internet et la barrière de la langue compliquent l'accès à la vaccination des migrants.

RENNES

Vendredi 7 janvier 2022, des membres du collectif « Logement 14 octobre » et des migrants qui occupent un manoir appartenant à la Ville avaient rendez-vous avec un élu pour élaborer une convention. Ils sont une soixantaine de migrants, demandeurs d'asile ou déboutés, à occuper un manoir depuis le 20 février 2020. « *On discute autour d'une convention, un prêt à usage qui serait consenti par la Ville jusqu'à la fin mars 2023, explique un membre du collectif. Ça permettrait de stabiliser la situation, ça sécurise tout le monde et ça permet d'avoir un cadre réglementaire.* » Les travaux prennent du temps. « *La maison a vocation à héberger des gens, une convention permettrait que ça fonctionne mieux, que des agents municipaux puissent intervenir.* » Le collectif espère aussi obtenir une prolongation, au-delà de 2023, si les travaux devaient être retardés. Et une garantie que les personnes ne seront pas remises à la rue sans solution, quand la mairie récupérera les locaux. « *C'est en bonne voie. On espère une signature sous quinze jours.* »

SAINT-GAUDES

Jeudi 6 janvier 2022, le procureur de la République de Saint-Gaudens le tribunal a condamné 2 hommes "coupables d'aide à l'entrée irrégulière d'étrangers en France". Ils ont également été écopés d'une interdiction de territoire de cinq ans. Leurs véhicules, l'argent de leur trafic et leurs téléphones leur ont été confisqués. Entre janvier et octobre 2021, 49 passeurs ont été arrêtés à Perpignan. En septembre 2021, en Haute-Garonne, deux personnes avaient été interpellées au péage de Lestelle, sur l'autoroute A64. "L'enquête de la PAF avait permis d'établir qu'un de ces deux hommes effectuait de très nombreux allers-retours". Début octobre 2021, 8 passeurs algériens avaient été arrêtés ayant transporté "une trentaine de migrants, la plupart algériens". La plupart sont originaires du Maroc et d'Algérie et résident en Espagne, à Lérída, avec des statuts précaires. Ils transportent des hommes, des femmes et des enfants originaires d'Algérie eux aussi, et débarqués dans le sud de l'Espagne quelques jours ou semaines plus tôt, jusqu'à la gare Matabiau à Toulouse pour un tarif de 200 à 300 euros. Les contrôles se poursuivent en ce début d'année 2022 en Haute-Garonne. Le procureur a rencontré la police espagnole afin de renforcer les points de contrôle (dont Melle), et pris contact avec son homologue de Lérída. "La vigilance demeure" pour dissuader toute tentative de passage irrégulière. Au total 16 passeurs arrêtés et condamnés à de la prison ferme en quelques mois.

STRASBOURG

La police est intervenue jeudi matin 6 janvier 2022 pour évacuer 21 personnes hébergées au gymnase Branly, en majorité des familles de migrants. C'est la deuxième fois après l'évacuation du 16 décembre 2021. Les enfants ont été triés selon leur situation administrative. « *Des solutions d'hébergement ont été proposées aux personnes concernées, au regard de leur situation administrative* » selon la préfecture du Bas-Rhin.

THIAIS

À Thiais, dans le Val-de-Marne, un [squat](#) de 150 migrants, installé depuis octobre dans une

ancienne maison de retraite, pourrait bientôt être évacué. Le 5 janvier 2022, un tribunal administratif a en effet décidé que les occupants devaient être expulsés en raison de l'état des locaux, jugés dangereux. Les occupants - en grande partie des migrants sans-papiers - sont en majorité des couples et des familles, dont une cinquantaine de femmes et 16 enfants. Ils sont issus de Côte d'Ivoire, du Mali, du Sénégal, de Mauritanie et de Guinée. Dans ces locaux, ils ont trouvé un toit qu'ils n'avaient pas. *"Certains étaient auparavant victimes de marchands de sommeil, d'autres dormaient à la rue, d'autres encore étaient hébergés chaque nuit chez une personne différente"*. L'association United Migrants espère que la ville de Paris, propriétaire des lieux, déposera un recours contre cette décision d'expulsion. En attendant, la nouvelle a été prise avec calme par les premiers intéressés. *"Les habitants ne sont pas stressés car ils savent que ce qui est reproché ne représente pas la réalité"*. Reste que les problèmes liés à l'état du bâtiment sont réels. La mairie de Paris a d'ailleurs engagé une rénovation des locaux, dont l'abandon, il y a quelques mois, s'est fait pour "des raisons de commodités" et non d'insalubrité. *"Les fuites, c'est incommode, oui, mais ça reste beaucoup mieux que la rue"*.

TOURS

La ville de Tours souhaite s'engager en 2022 pour devenir "Ville-refuge" en assurant l'accueil d'un défenseur des droits menacé dans son pays, éventuellement accompagné de sa famille.

MANCHE

En 2021, au moins 28 395 personnes ont rejoint les côtes britanniques par la Manche, soit trois fois plus qu'en 2020.

Un homme d'une vingtaine d'années, a priori de nationalité soudanaise, est décédé vendredi 14 janvier 2022 en tentant de traverser la Manche, a précisé le parquet de Boulogne-sur-Mer à l'AFP. Ce migrant avait pris la mer avec 32 autres personnes qui ont été secourues au large de Berck, dans le Pas-de-Calais. Les 32 personnes ont pu être secourues "saines et sauvées", mais en état d'"hypothermie". Plus de 270 migrants ont réussi à traverser la Manche a confirmé le ministère de l'Intérieur britannique. Ils ont rejoint les côtes anglaises depuis la France à bord de 10 petits bateaux. Interceptés à leur arrivée par les forces frontalières, les migrants ont été amenés à Douvres. Plusieurs jeunes enfants faisaient partie de ce groupe. À lui seul, le nombre de traversées de la Manche enregistré jeudi dépasse le total des passages décomptés au cours du mois de janvier 2021. Côté français, les autorités ont par ailleurs déclaré avoir intercepté 75 personnes en mer à bord de trois canots ce même jour. Ces chiffres justifient la traversée de la Manche par les réfugiés, puisque la frontière ne peut plus être franchie par l'Euro-tunnel.

MÉDITERRANÉE

Selon des informations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en 2021, 655 personnes sont mortes en Méditerranée centrale et 897 autres ont disparu.

LES NAVIRES et avions

Sea-Watch 3

Le Sea Watch 3 a été autorisé à accoster samedi 1er janvier 2022 dans le port de Pozzallo, en Sicile. A son bord se trouvaient 446 personnes secourues au cours des derniers jours.

Louise Michel

Après une longue absence en mer depuis l'été 2020, "le Louise Michel est de nouveau opérationnel". Il a secouru le 3 janvier 2022 au large de la Libye 31 personnes "d'un bateau en bois à la dérive par mauvais temps", les naufragés avaient été repérés par l'avion de surveillance SEABIRD, de l'ONG allemande Sea-Watch. Il a été alerté sur la présence d'environ 70 migrants sur une plateforme pétrolière de Shell, au large des côtes libyennes. Ces personnes "ont résisté toute la nuit sur la plateforme sur laquelle elles ont grimpé (...) et ont désespérément besoin d'un endroit sûr". Le site se trouve dans la SAR zone européenne. "Les autorités maltaises ont été informées et invitées à se coordonner à plusieurs reprises".

TUNISIE

L'université franco-tunisienne

Un ivoirien, après une première année de Master à l'université franco-tunisienne pour l'Afrique et la méditerranée, apprend que l'établissement est sous le coup d'une procédure judiciaire.

Son cursus et celui de ses camarades s'arrête net : "Il est hors de question d'avoir un trou dans ton parcours scolaire parce que pour nous, c'est un trou. Comment tu pourras le justifier lors d'un entretien d'embauche ? Il faut tout faire pour rattraper l'année. Il faut sauver cette année, nous n'accepterons jamais une année blanche." Certains ont versé jusqu'à 3 000 euros à leur établissement, mais sans preuve de leur inscription, impossible pour eux d'obtenir une carte de séjour. "Nous sommes dans une situation d'illégalité comme on n'a pas pu faire nos cartes de séjour. Et il y a un de nos collègues qui, après avoir fini de se promener et alors qu'il rentrait chez lui, a été pris à partie par la police. Heureusement, on a négocié, on a contacté les associations africaines et il a fini par être libéré." Ils ont alerté les médias tunisiens de l'impasse dans laquelle ils se trouvent. Ils ont été reçus, jeudi 30 décembre 2021, par les responsables de leur université qui leur auraient promis tout mettre en œuvre pour trouver une solution.

LIBYE

La coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA, selon l'acronyme anglais) a sorti en décembre 2021 son plan d'intervention humanitaire en Libye pour 2022. Les conditions de vie des migrants, déjà désastreuses, se sont encore aggravées partout dans le pays. Ils font aujourd'hui face à une recrudescence des violences et des enlèvements par des trafiquants. Ces facteurs poussent les exilés à quitter le pays, au prix d'énormes risques.

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/libya_hrp_2022_fin al.pdf

Un jeune Soudanais de 18 ans originaire du Darfour est aujourd'hui hospitalisé dans un état grave à l'hôpital de Tripoli, en Libye. Pendant plusieurs semaines, il a été détenu au sud de la ville de Sebbah (à près de 800 kilomètres au sud de Tripoli) par un passeur qui l'a torturé pour obtenir une rançon. L'argent n'arrivant pas, l'homme l'a couvert d'essence et lui a mis le feu. "La police lui a rendu visite là-bas, rapporte Hassan Zakaria. Ils lui ont dit qu'ils recherchaient le passeur qui l'avait agressé mais qu'ils ne le trouvaient pas parce que personne ne le connaissait." Le jeune homme est toujours soigné et ses jours ne sont plus en danger mais son état de santé reste extrêmement fragile.

Comme annoncé le 2 décembre 2021, le centre de jour à Tripoli, ou CDC (Community Day Center, en anglais) est désormais fermé alors même qu'entre 1000 et 1500 personnes réclament toujours son aide à même le trottoir, aux abords de la structure. "La décision de fermer le CDC fin

2021 a été très difficile à prendre, car il s'agissait d'un 'guichet unique' offrant de l'aide, avec des partenaires, à environ 150 personnes par jour en un seul endroit", affirme la porte-parole de l'agence onusienne en Libye. "Nous fournissons une aide d'urgence dans d'autres endroits à Tripoli. Depuis la fin du mois de décembre, nous avons de nouveau pu opérer dans notre bureau d'enregistrement principal ". La porte-parole conseille également aux migrants de s'adresser aux lignes d'assistance fournies par le HCR et ses partenaires. Elle rappelle qu'entre octobre et décembre, près de 4 000 demandeurs d'asile et réfugiés ont bénéficié d'un soutien financier en espèces. Les équipes du HCR ont également fourni une aide administrative à "plus de 8 000 personnes", sur la même période. Lundi 3 janvier, 2022 "des milices se sont approchées des réfugiés dans la soirée et leur ont demandé de se disperser". Alors que les migrants ne peuvent plus s'adresser au CDC, "les autorités libyennes continuent de procéder à des arrestations et à des enlèvements illégaux de réfugiés et de demandeurs d'asile sous prétexte d'irrégularités. Hier [le 4 janvier 2022] des dizaines d'entre eux ont été entassés puis détenus arbitrairement à Tariq Al Seka", indique sur Twitter Refugees in Libya. "Nous sommes maintenant exposés aux enlèvements, aux attaques des milices et à l'extorsion. Nous risquons même d'être expulsés de force du quartier dans lequel nous nous trouvons actuellement. Certains de nos militants ont été kidnappés par différentes forces de sécurité, différentes milices."

L'occupation devant les locaux du HCR a pris fin dans la nuit de dimanche 9 à lundi 10 janvier 2022, peu après minuit. "Des forces militaires et policières ont été déployées au CDC". "Les autorités ont alors donné l'ordre aux migrants de quitter les lieux, sous peine d'être placés en centre de détention". Des tentes ont été démolies et incendiées, des biens ont été confisqués ou détruits. Les policiers ont tiré à balles réelles sur les migrants qui tentaient de s'échapper. L'un d'eux a été blessé par un tir et est actuellement soigné à l'hôpital. Une action similaire a été menée devant le centre d'enregistrement du HCR à Tripoli, dans le quartier de Sarraj, où s'était rassemblée une centaine de personnes. La majorité des exilés installés devant les deux structures ont été interpellés, placés de force dans des bus, et jetés dans la prison d'Ain Zara, à Tripoli.

Deux Soudanais avaient pris l'habitude de raconter leur quotidien sur leur compte Twitter, devenant ainsi les porte-voix des migrants, et les interlocuteurs de plusieurs journalistes. Pour les autorités, ils sont les leaders de la contestation débutée début octobre dans la capitale libyenne. Après l'évacuation ils se sont échappés, évitant ainsi d'être jetés en détention. Ils se sentent traqués par les autorités : « Ils savent que je vais continuer de me battre et de raconter ce que les migrants subissent dans le pays. Ils veulent me faire taire par tous les moyens ». En Libye, la police tire sur les migrants à balles réelles. « C'est d'autant plus dur que je n'ai nulle part où aller, je vis dans la rue. »

UNION EUROPÉENNE

Alors que la France vient de prendre la présidence tournante du Conseil de l'UE, le gouvernement souhaite réformer les frontières extérieures face aux flux migratoires. « Si on veut prévenir une déstabilisation de l'Union européenne comme de ses États-membres, la politique commune en matière d'asile et d'immigration doit être profondément réformée. Ce, afin de parvenir à une Europe qui soit à la fois plus solidaire avec les pays en première ligne, comme l'Italie ou la Grèce, et plus souveraine face aux États tiers qui cherchent à faire pression sur elle. La France veut en particulier parvenir à un accord sur la mise en place d'un filtrage obligatoire aux frontières, qui permettra une identification de ces personnes, des contrôles sanitaires et sécuritaires et un examen des vulnérabilités », a indiqué le ministre des relations avec le gouvernement. Tout comme la Commission européenne, qui a présenté fin 2020 son Pacte migratoire, la France veut également en finir avec le règlement dit de Dublin, qui fait du premier pays d'enregistrement d'un migrant celui qui en a la charge. Dublin présente des failles qui favorisent son contournement, avec

des pays qui n'ont pas intérêt à l'appliquer et qui laissent passer les migrants vers l'État de leur choix, a-t-il insisté.

<https://www.ouest-france.fr/europe/ue/migrants-la-france-veut-reformer-les-frontieres-exterieures-de-l-ue-bf9b72fe-6fee-11ec-a655-a3b0065c2bef>

Tests osseux

En Belgique, chaque demandeur d'asile dont l'âge ne peut être prouvé par des documents est évalué médicalement à l'aide de radiographies des dents, des mains et de la clavicule. La Finlande, la Norvège, la Grèce et la France utilisent des méthodes similaires. En Allemagne, il n'existe pas de pratiques standards ou d'une méthode unique. Aussi, la loi n'impose pas que chaque demandeur d'asile soit soumis à un examen de son âge. Le Royaume-Uni (voir plus bas) s'alignerait sur les autres pays européens.

ALLEMAGNE

La "Brückenplatz"

Les villes de Ślubice, en Pologne, et de Francfort-sur-l'Oder, en Allemagne, sont très proches : un pont d'environ 200 mètres de long les sépare. Depuis plusieurs mois, il suffit de passer, pour que les demandeurs d'asile partis de Biélorussie qui traversent l'Oder, trouvent refuge en Allemagne. Un artiste allemand a conçu la "Brückenplatz" ("Place du pont" en français), un espace communautaire situé dans une ancienne salle de sport de Francfort-sur-l'Oder. "*La Brückenplatz est ouverte à tout le monde*", explique le peintre. "*Tout le monde peut venir avec ses propres idées et les réaliser ici, à condition d'en assumer la responsabilité.*" La Brückenplatz abrite un atelier de couture, un théâtre de marionnettes ainsi qu'un salon de coiffure, rempli de perruques et géré par une chanteuse et chorégraphe guinéenne. On y trouve également un café et un atelier de réparation de vélos et un "magasin gratuit", rempli de vêtements, de chaussures, de jouets et de livres d'occasion. "*Ceux qui obtiennent l'asile et commencent à travailler cessent de venir ici car ils n'ont plus besoin de nous*". On propose une assistance juridique aux personnes menacées d'expulsion. Deux exilés camerounais : "*On a frappé aux portes du centre de réfugiés et demandé aux gens s'ils voulaient chanter avec nous. Très vite, on s'est retrouvé avec un groupe de 15 à 20 personnes qui chantaient une fois par semaine dans une grande salle. On a été invités à chanter un peu partout. On a appris à se connaître avant de faire de plus en plus de choses différentes.*" Les deux Camerounais sont tous deux mariés et ne peuvent plus être expulsés d'Allemagne. Ils sont devenus électriciens. "*Les deux parlent couramment l'allemand avec l'accent du dialecte de cette région, ce qui est très amusant.*"

BELGIQUE

La loi belge garantit un hébergement temporaire à tout exilé qui souhaite déposer une demande d'asile en Belgique. Mais en décembre 2021, l'unique centre d'enregistrement pour demandeurs d'asile du pays était saturé. Désormais, chaque personne qui se présente peut disposer d'une place temporaire d'hébergement pour une durée plus longue, le temps de l'examen de sa demande. Ce avant d'être redirigée ailleurs, à Bruxelles principalement et dans d'autres centres du pays. Aujourd'hui, le réseau d'accueil belge compte plus de 29 400 places, réparties dans près de 80 centres collectifs et des logements individuels. Et il pourrait encore augmenter ces prochains mois. Mi-décembre, la Belgique a commandé au Bureau européen d'appui en matière d'asile, 150 conteneurs destinés à loger les demandeurs d'asile. "Un effectif de renfort de 46 personnes, dont 25 interprètes" seront aussi sollicités, précise un communiqué du secrétariat d'État à l'Asile et la

migration. D'autres hébergements d'urgence supplémentaires pourraient même être livrés à moyen terme.

ESPAGNE

Au cours de l'année 2021, l'association espagnole Caminando Fronteras a comptabilisé 4 404 personnes mortes ou disparues, dont 628 femmes et 205 enfants, sur la route maritime vers l'Espagne. Une augmentation de plus de 100% par rapport à 2020.

Depuis le 31 décembre 2021, 17 personnes ont disparu en mer alors qu'elles cherchaient à gagner l'Espagne. Quatre d'entre elles, d'origine algérienne, sont toujours activement recherchées depuis le naufrage, lundi 3 janvier 2022 au soir, de trois embarcations à l'est d'Almeria. La Garde civile espagnole a pu secourir et transférer au port 29 passagers, tous sains et saufs.

En 2021, 39 157 personnes ont débarqué en Espagne par la mer, dont plus de 18 000 par les côtes andalouses et les îles Baléares, les autres par les Canaries. 270 personnes au total auraient disparu avant d'arriver en Andalousie.

Canaries

52 adultes et huit enfants, ont quitté Laayoune, au sud du Maroc, mercredi 5 janvier 2022 dans l'espoir de rejoindre les Canaries. Les passagers du canot pneumatique n'ont plus donné de nouvelles depuis leur départ. Une autre embarcation avec 28 migrants à son bord, a pris la mer samedi 8 janvier 2022 depuis Nador, au nord du Maroc, en direction de l'Espagne. Le 9 janvier 2022, la plateforme téléphonique d'aide aux migrants en mer, Alarm Phone, contactée par ce bateau, alertait sur la dégradation des conditions météorologiques : "*Nous sommes très inquiets*". une autre embarcation manque à l'appel depuis 10 jours. "*Un bateau en bois avec 14 personnes – trois Algériens et 11 Syriens, dont cinq enfants*" a disparu, a précisé Alarm Phone mardi 11 janvier 2022. Le bateau est parti d'Annaba, au nord de l'Algérie, le 31 décembre 2021 et se dirigeait aux dernières nouvelles vers la Sardaigne. Les autorités espagnoles, marocaines et algériennes sont là aussi parties à leur recherche, en vain. Entre le 1er et le 9 janvier 2022, 438 migrants ont débarqué dans l'archipel espagnol, d'après les données de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Sur l'ensemble de l'année 2021, l'agence onusienne a comptabilisé 22 195 arrivées aux Canaries.

GRÈCE

Dans un rapport publié jeudi 6 janvier 2022, l'ONG Aegean Boat Report, qui enquête sur le sort des migrants arrivant en Grèce, dresse un constat accablant. En 2021, 629 cas de refoulements illégaux de migrants ont été observés sur les îles de la mer Égée. 371 d'entre eux ont eu lieu sur les îles de Lesbos et Samos. Par exemple 41 réfugiés ont débarqués en Grèce en décembre 2021. La police les a trouvés et leur a confisqué tous leurs biens et les a évacués de Chios. Le 31 décembre 2021, les garde-côtes turcs ont secouru un canot à la dérive au large de Cesme, dans l'est du pays, avec 27 personnes à bord qui, selon les informations d'Aegean Boat Report, faisaient partie du groupe expulsé de Chios. "*À partir des images et des vidéos prises à Chios et partagées avec Aegean Boat Report, il n'y a absolument aucun doute qu'il s'agit des mêmes personnes*", affirme l'ONG. "*Il n'y a absolument aucun doute sur qui est responsable.*" Depuis mars 2020, près de 26 000 personnes ont été refoulées illégalement du territoire grec, et 484 canots transportaient plus de 8 400 personnes, ont été repérés alors qu'ils étaient à la dérive en mer Égée.

<https://aegeanboatreport.com/2022/01/06/chios-pushback-nr-99/>

Les habitants de l'île de Chios s'opposent à la construction d'un camp fermé, qui doit remplacer le camp actuel et aurait une capacité d'accueil de 1230 places. Jeudi 7 janvier 2022, qui

était jour férié, plusieurs centaines d'habitants se sont rassemblés sur le port pour s'opposer au déchargement des machines que doit utiliser le constructeur. L'île de Chios se trouve à quelques milles nautiques des côtes turques.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Les-dernieres-infos-Refugies-Balkans>

Dimanche 9 janvier 2022, le corps d'un enfant d'environ trois ans, a été retrouvé sur une plage de l'île grecque de Naxos. Trois autres corps - un homme, une femme d'une trentaine d'années et une jeune fille de 13 ans - ont été trouvés sur d'autres plages de l'île. Un quatrième cadavre a été découvert au large de l'île voisine de Paros.

Après l'arrivée de plus d'un million de demandeurs d'asile à destination de l'Europe en 2015 et 2016, Lesbos, île de la mer Égée, voisine de la Turquie, a abrité en particulier le camp de Moria, longtemps le plus grand camp du continent. Détruit par un incendie en septembre 2020, Moria a depuis été remplacé par une structure "temporaire" plus fermée et plus surveillée, où cohabitent aujourd'hui quelque 2 200 personnes. C'est un camp dans lequel les portes peuvent être fermées à n'importe quel moment. Cela ressemble à un centre de détention.

LITUANIE

Dimanche 2 janvier 2022, un vol vers l'Irak (Bagdad et Erbil) a décollé de Lituanie, avec à son bord 98 ressortissants irakiens volontaires qui avaient traversé illégalement la frontière depuis la Biélorussie voisine. A la mi-décembre 2021, les autorités lituaniennes avaient annoncé offrir 1 000 euros (soit à peu près 6 mois de salaire minimum en Irak) aux personnes se portant volontaires pour quitter le pays. Ils ont donc reçu les documents de l'Irak, pour retourner chez eux. Ces versements (valables jusqu'au 20 janvier 2022) sont financés via l'aide de la Commission européenne à la Lituanie pour gérer la crise migratoire. 537 migrants sont déjà rentrés dans leur pays d'origine depuis la Lituanie, dont 482 volontairement. Jusqu'à présent la Lituanie n'a accordé le statut de réfugié qu'à 54 personnes, parmi les 3 272 migrants qui en ont fait la demande. Les autorités lituaniennes affirment que l'expulsion est une procédure longue et coûteuse, et qu'elle n'aboutit pas toujours, les pays d'origine pouvant refuser d'accepter les migrants. Selon Vilnius, la prise en charge d'un seul migrant coûte à la Lituanie 11 000 euros par an.

PAYS-BAS

Un caricaturiste, ayant vécu en Iran, mais vivant depuis 10 ans à Kaboul, a fini par se retrouver dans l'un des derniers vols charters partant de Kaboul à destination des Pays-Bas, lors de l'arrivée des Taliban. Il avait brûlé ses livres mais gardé sa tablette qui contenait toutes ses œuvres et d'autres informations. Il avait obtenu le prix d'excellence du 10e concours international de caricatures à Urziceni, en Roumanie, en 2016. Par le passé, son travail avec le Cartoon Movement avait été financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, établissant ainsi un lien direct entre le caricaturiste et le gouvernement néerlandais. Aujourd'hui, il vit dans un centre de réfugiés aux Pays-Bas. Il commence tout juste à réaliser qu'il va devoir repartir à zéro et démarrer une nouvelle vie. *"Puis-je me considérer Néerlandais dans un avenir proche, peut-être dans une dizaine d'années ? Ou peut-être pas, je ne sais pas". "Je suis un homme sans pays".*

POLOGNE

Mardi 4 janvier 2022, le Secrétaire d'État et la sous-commandante des garde-frontières ont confirmé qu'un mur sera construit, sur 186 km à la frontière avec la Biélorussie. Des contrats ont déjà été signés avec des entreprises du bâtiment pour que le mur soit érigé "le plus vite possible". *"Chaque jour, à la frontière, nous convainc de la nécessité de la construction d'un mur. Il y a encore*

plusieurs centaines de migrants dans le centre du côté biélorusse qui pourraient être dirigés vers la frontière polonaise", s'est justifié le vice-ministre de l'Intérieur. Et ce, en plus des milliers de militaires déployés à la frontière, de l'instauration de l'état d'urgence dans la zone, et de la légalisation, par le Parlement, des refoulements à la frontière.

EUROPE

BALKANS

2500 paires de chaussures pour les migrants

Le propriétaire d'une usine de chaussures de Barletta, petite ville des Pouilles, a contacté le média italien local pour faire un don de 2 500 paires aux migrants dans les Balkans. L'idée lui est venue après avoir lu un article dans le journal sur la situation des exilés coincés aux frontières de l'Union européenne. Des centaines de personnes vivent dans des conditions dramatiques en Bosnie et en Serbie, dans l'attente de fouler le sol européen. Ils squattent des immeubles abandonnés alors que, la nuit, le thermomètre affiche des températures négatives. Des chaussures neuves seront les bienvenues pour ces migrants, qui pour la plupart ont essayé à plusieurs reprises d'entrer en Croatie ou en Hongrie. Les chaussures italiennes devraient être acheminées dans les Balkans fin janvier 2022. Le média est à la recherche de fonds pour financer le voyage, les camionnettes qui transporteront les chaussures, mais aussi du désinfectant, des produits d'hygiène et des réchauds de camping pour permettre aux exilés de se protéger du froid glacial. Ce don de 2 500 chaussures est le plus important jamais réalisé par une entreprise italienne à destination des migrants. *"Merci pour ces personnes - femmes, enfants, personnes âgées, hommes seuls - qui en bénéficieront sur cette route qui fait de nombreuses victimes"*.

ROYAUME-UNI

Quelque 41 000 demandeurs d'asile sont actuellement hébergés dans des logements indépendants. Plus de 20 000 autres sont logés dans d'autres types de structures, notamment dans des hôtels. Selon les projections officielles, mises en avant par la BBC, ce chiffre pourrait atteindre 80 000 d'ici au printemps prochain. Les logements proposés sont insalubres : installation électrique précaire, fuite d'eau, problèmes de plomberie, plafonds qui s'écroulent, etc. D'après les informations de la BBC, la plupart des plaintes exprimées par les habitants portent sur un manque de propreté des lieux, sur la présence de moisissure ou sur l'absence d'eau chaude. De nombreuses plaintes sont signalées, mais les réparations sont très longues, ou ne sont pas faites.

Le Royaume-Uni a annoncé de nouvelles mesures pour lutter contre la **fraude sur l'âge** pratiquée par certains demandeurs d'asile, afin de se faire passer pour des mineurs. Les méthodes utilisées pour ce faire, pourraient inclure des "examens aux rayons-x et d'autres formes de radiologies, ainsi que des scanners et des IRM." Une commission doit voir le jour pour trancher sur la fiabilité des différentes méthodes envisagées. Les questions d'ordre médicales et éthiques doivent également être prises en considération. Cependant, l'association des dentistes British Dental Association, a jugé qu'il serait *"inapproprié et contraire à l'éthique"* d'utiliser les radiographies de patients sans qu'il y ait un objectif médical. Mais, il a d'ores et déjà été inscrit dans le projet de loi que les demandeurs d'asile auront à donner leur accord avant d'être soumis à des examens médicaux. Il ne s'agira pas d'une obligation. Cependant, le fait de refuser ces examens peut *"porter atteinte à la crédibilité de la personne"*. *"Je veux changer les lois britanniques (...) pour mettre fin à ces abus et pour assurer aux Britanniques que nous mettrons fin à l'exploitation de nos lois et des contribuables britanniques"*, a déclaré la ministre de l'intérieur. Chaque migrant mineur coûterait au Royaume Uni près de 46.000 pounds par an, soit quelque 55.000 euros. A titre de comparaison, le

salaire moyen au Royaume-Uni est de 26.000 pounds par an !! Cela coûterait moins cher de les naturaliser tout de suite ! Les migrants mineurs - et ceux qui prétendent l'être - bénéficient de meilleures options de logement et peuvent potentiellement être hébergés dans des familles d'accueil. Ils peuvent également fréquenter des établissements scolaires et obtiennent généralement de meilleurs résultats lors de leurs entretiens d'asile. La ministre britannique de l'Intérieur a déclaré que cette *"pratique d'hommes adultes qui consiste à se faire passer pour des enfants demandeurs d'asile est un abus insupportable de notre système auquel nous allons mettre un terme."* *"en prétextant être des enfants, ces hommes adultes accèdent aux services réservés aux enfants et aux écoles à travers la duperie et la fraude, ce qui met en péril les enfants et les jeunes adultes en matière d'éducation et d'assistance."*

ONU - Organisation internationale pour les migrations

Il n'y a jamais eu autant de déplacés dans le monde qu'en 2021. De janvier à novembre, plus de 84 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer, selon les données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), publiées par l'ONU dans son bilan annuel. Le chiffre est en augmentation. Alors que *"des milliards de personnes ont été clouées au sol par le Covid-19"*. Les restrictions liées à la pandémie n'ont pas pour autant épargné les réfugiés et les migrants. *"Des millions d'entre eux se sont retrouvés bloqués loin de chez eux et en danger"*. La principale cause de ces déplacements forcés ? Les conflits. En Afrique notamment, où un grand nombre de personnes ont été déplacées, soit à l'intérieur des frontières de leur pays, soit vers les États voisins. La Centrafrique, la région du Darfour, au Soudan, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et le Burkina Faso, où sévissent encore des groupes djihadistes, ont été particulièrement touchés. L'Éthiopie, où une guerre ravage la région du Tigré depuis un an, est aussi concernée. D'après le HCR, *"des personnes désespérées ont traversé le Soudan avec à peine plus que les vêtements qu'elles portaient sur elles"*. Un conflit interne dans lequel se sont retrouvés coincés, malgré eux, de nombreux Érythréens. En mars, des images satellite ont montré des camps réduits en cendres, abritant des milliers de réfugiés érythréens. En Asie, c'est l'Afghanistan que la plupart des personnes cherchent à fuir. Et ce, avant même que les Talibans ne prennent Kaboul. En juillet 2021 déjà, *"la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays"* avait poussé *"plus d'un quart de million de personnes à quitter leur foyer, portant le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur du pays à 3,5 millions"*

Selon des informations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 32 425 migrants ont été interceptés en mer en 2021 et renvoyés en Libye. Parmi eux, figurent 1 308 mineurs. Au cours de cette même année, 655 personnes sont mortes en Méditerranée centrale et 897 autres ont disparu.

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a exhorté, lundi, la France, qui occupe la présidence tournante de l'Union européenne le premier semestre de 2022, ainsi que la République tchèque qui lui succédera, à *« négocier une réforme durable »* de l'asile pour mettre fin aux *« violations des droits »* aux frontières de l'Europe. Dans un document qui rassemble ses recommandations, l'agence onusienne invite Paris et Prague à donner la priorité à une meilleure protection des réfugiés en Europe et dans le monde. Il s'agit ainsi de *« négocier une réforme durable de l'asile sur la base du Pacte »* migratoire présenté par Bruxelles, et à *« réaliser des progrès sur des questions clés telles que la solidarité intra-UE et des conditions d'accueil adéquates »*. Pour le [HCR](#), la France et la République tchèque doivent s'orienter vers des procédures d'asile équitables et rapides afin de déterminer dans les meilleurs délais qui a besoin d'une protection internationale et qui n'en a pas, dans le respect des garanties juridiques. En l'absence de consensus sur un régime d'asile européen commun, le [HCR](#) craint une hausse *« de*

pratiques préjudiciables », notamment des propositions visant à externaliser ou délocaliser les obligations en matière d'asile vers des pays tiers.

Accentuer l'aide aux pays en développement où vivent 90% des réfugiés

Alors que de nombreux pays de l'UE restent attachés au droit européen et international relatif aux droits de l'homme et à la protection des réfugiés, de nombreux incidents de renvois violents aux frontières de l'UE se sont poursuivis en 2021. Selon le HCR, ces pratiques mettent des vies en danger et portent atteinte aux droits humains fondamentaux, notamment au droit de demander l'asile. De plus, la généralisation des propos xénophobes dans les discours politiques et la multiplication des obstacles physiques et législatifs à l'accès au territoire pour y demander l'asile dans l'UE ont continué d'éroder les droits des personnes fuyant la guerre, les conflits et les persécutions.

« Le droit de demander l'asile est un droit humain fondamental. Il doit être préservé, en particulier dans les situations extraordinaires ou en cas d'urgence », on regrette « des positions et des pratiques politisées et clivantes qui cherchent à se soustraire aux obligations d'asile ».

Dans ces conditions, le Pacte sur les migrations et l'asile proposé et présenté par la Commission européenne en septembre 2020 offre l'opportunité de passer d'une approche ad hoc en matière d'asile et de migration dans l'UE à une approche commune globale, bien gérée et prévisible, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union. Des progrès pour mettre fin aux renvois aux frontières, la mise en place de mécanismes de surveillance nationaux indépendants pour enquêter sur ces renvois, ainsi que des mesures pour améliorer la recherche et le sauvetage en mer et assurer un débarquement prévisible des personnes secourues sont urgents. Plus largement, le HCR invite l'Union européenne à renforcer la solidarité mondiale et à accentuer leur soutien aux pays en développement, où vivent 90% des réfugiés.

Donner la priorité à une meilleure protection des réfugiés en Europe et dans le monde

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a exhorté, lundi, la France, qui occupe la présidence tournante de l'Union européenne le premier semestre de 2022, ainsi que la République tchèque qui lui succédera, à « *négoier une réforme durable* » de l'asile pour mettre fin aux « *violations des droits* » aux frontières de l'Europe. Il s'agit ainsi de « *négoier une réforme durable de l'asile sur la base du Pacte* » migratoire présenté par Bruxelles, et à « *réaliser des progrès sur des questions clés telles que la solidarité intra-UE et des conditions d'accueil adéquates* ». La France et la République tchèque doivent s'orienter vers des « *procédures d'asile équitables et rapides afin de déterminer dans les meilleurs délais qui a besoin d'une protection internationale et qui n'en a pas, dans le respect des garanties juridiques. Le droit de demander l'asile est un droit humain fondamental. Il doit être préservé, en particulier dans les situations extraordinaires ou en cas d'urgence* », a ajouté le représentant du HCR pour les affaires européennes, regrettant « *des positions et des pratiques politisées et clivantes qui cherchent à se soustraire aux obligations d'asile* ». Des progrès pour mettre fin aux renvois aux frontières, la mise en place de mécanismes de surveillance nationaux indépendants pour enquêter sur ces renvois, ainsi que des mesures pour améliorer la recherche et le sauvetage en mer et assurer un débarquement prévisible des personnes secourues sont urgents.

« Peu importe la hauteur des barrières, les personnes désespérées chercheront toujours les moyens de se mettre en sécurité. Gérer les frontières, partager les responsabilités et respecter les droits humains ne sont pas incompatibles ».

Deux migrantes nigérianes ont porté leur cas devant l'ONU. Elles **accusent l'Italie et la Libye** de ne pas avoir protégé leurs droits humains en les exposant aux risques de trafic et d'exploitation.

ASIE

AFGHANISTAN

Depuis le retour des Taliban au pouvoir, l'Afghanistan (40 millions d'habitants) s'enfonce dans une dramatique crise économique. La valeur de l'argent est passé de 80 à 120 afghanis pour 1 dollars. L'aide humanitaire a pris fin : Elle représentait 80 % du budget annuel, évalué à environ 6,2 milliards de dollars en 2020. *"Pas moins de 97 % de la population risque de sombrer sous le seuil de pauvreté si aucune réponse n'est apportée d'urgence aux crises politique et économique du pays"* (UNDP). Les Taliban ont précipité leur victoire militaire mais n'ont aucun plan pour gérer l'État afghan sans aides extérieures. Avec l'arrivée de l'hiver (rude dans le pays), 22,8 millions d'Afghans sont menacés par la famine. Les habitants *"ont perdu leurs revenus, il n'y a pas d'emplois, les prix des denrées alimentaires ont augmenté, dans certains cas, la sécheresse et le conflit ont forcé les gens à quitter leur foyer. Dans certains districts du nord-est du pays, les niveaux d'eau sont dangereusement bas."*

Face à la crise économique qui frappe le pays, chacun tente d'aider comme il le peut. *"Pour la première fois depuis 7 ans, ma famille m'a demandé de l'aide. Avant l'arrivée des Taliban, ma famille avait une bonne situation économique mais, depuis leur prise de pouvoir, ils ont perdu leurs revenus"*, précise le directeur de l'association Solidarité et culturelle des Afghans de Paris, réfugié, arrivé en France en 2008. Les nombreux Afghans "dublinés", qui ont déjà déposé une demande d'asile dans un pays européen autre que la France. Ils sont *"obligés de travailler illégalement car ils ne reçoivent pas d'argent de l'Ofii mais doivent malgré tout envoyer de l'argent à leur famille"*. *"Je suis la seule personne à apporter un salaire pour les 16 membres de ma famille. Je dois les soutenir parce que mes deux frères ont perdu leur emploi"*.

Par ailleurs, 4,2 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, dont 2,6 millions de filles.

Lueur d'espoir, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mercredi une résolution proposée par les États-Unis facilitant l'aide humanitaire pour un an. Une résolution qualifiée de "bon pas" par le régime islamique.

https://www.liberation.fr/international/famine-lafghanistan-plonge-dans-labime-20211222_7DI3RUQALVC5XLGUXP5PZQKKBM/?redirected=1

<https://www.unicef.fr/article/crisis-d-urgence-pour-les-enfants-en-afghanistan>

<https://www.undp.org/press-releases/97-percent-afghans-could-plunge-poverty-mid-2022-says-undp>

<https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/killing-the-goose-that-laid-the-golden-egg-afghanistans-economic-distress-post-15-august/>

https://fr.wfp.org/histoires/afghanistan-le-programme-alimentaire-mondial-lance-un-appel-de-fonds-alors-que-les?_ga=2.162827132.1348284377.1640006917-31076382.1612455509

Un bébé afghan retrouvé

Le 19 août 2021, un petit garçon, âgé de deux mois, avait été confié par son père à un soldat étranger à l'aéroport craignant que son bébé ne soit écrasé par la foule vers les comptoirs d'embarquement. Il pensait retrouver son fils quelques mètres plus loin, mais l'enfant avait alors disparu. Après l'avoir cherché pendant trois jours, lui, sa femme et leurs quatre autres enfants s'étaient finalement résolus à prendre un vol pour les États-Unis - un officiel leur ayant dit que leur bébé se trouvait probablement dans un autre avion et que la famille "serait réunie plus tard".

L'enfant avait été recueilli par la famille d'un chauffeur de taxi qui avait découvert l'enfant pleurant, seul, sur le sol de l'aéroport en août. Le bébé a pu être localisé en novembre à Kaboul grâce à la publication d'un article sur sa disparition. L'enfant a pu être restitué à son grand-père. Les parents de l'enfant, désormais basés dans le Michigan, ont pu suivre en direct les retrouvailles de leur fils avec leur famille. Ils espèrent le retrouver aux USA, car plus aucun avion évacuant des personnes ne quitte l'Afghanistan actuellement.

SYRIE

De fortes pluies accompagnées de vents violents se sont abattues pendant 24 heures sans interruption sur le nord de la Syrie. Au moins une centaine de tentes ont été arrachées et plusieurs dizaines d'autres endommagées ou inondées par les eaux dans cette région. L'Observatoire syrien des droits de l'homme indique que les dégâts les plus importants ont touché des campements sauvages du nord-ouest de la Syrie, où les ONG et les associations humanitaires ne sont pas actives. Le conflit syrien qui dure depuis 2011 a provoqué l'exode de 13 millions de personnes, qui représentent 60% de la population. Six millions et demi de Syriens ont été accueillis par les pays voisins, notamment la Turquie, le Liban et la Jordanie. Sept millions sont déplacés à l'intérieur du pays, dont un million dans les zones contrôlées par les rebelles pro-turcs et les jihadistes à Idleb et Alep.

<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20211210-des-camps-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s-syriens-balay%C3%A9s-par-les-pluies>

AFRIQUE

MAROC

Un camerounais de 33 ans était "un exemple" pour de nombreux exilés installés à Meknès, au nord du Maroc. Il était coordinateur technique de l'ONG Caritas depuis 2016, et responsable de la gestion du centre d'accueil pour migrants de Meknès. Le 8 décembre 2021, il reconnaît avoir détourné l'argent de l'ONG. Une procédure de licenciement est alors enclenchée, et le responsable est convoqué à Rabat. *"Il ne s'est jamais présenté. C'est là que nous avons engagé des poursuites judiciaires"*. Le ressortissant camerounais s'est enfui, a cherché à gagner la Mauritanie mais a été arrêté avant, à Guerguerat, à l'extrême-sud du Sahara occidental. Il s'était transformé en conseiller bancaire, spécialiste des exilés. *"Comme on ne peut pas ouvrir de compte à la banque, on lui donnait notre argent, [explique un réfugié]. Il nous disait qu'il était 'le mieux placé pour ça'. Il s'occupait déjà de nous pour nos papiers et nos soins de santé, c'était logique. Personne ne s'est méfié"*. Il a reconnu devoir 30 000 euros aux migrants et 10 500 euros, que lui réclame selon lui Caritas. Il aurait également servi d'intermédiaire entre des exilés souhaitant se rendre en Espagne et des passeurs.

A écouter ou voir

Au 210 rue Saint-Denis à Paris, une **exposition** du Collectif 210 vise à sensibiliser sur la question des **réfugiés sans-abris**. Sa particularité ? Elle s'est installée dans un immeuble inoccupé de la capitale qui servira ensuite de centre d'accueil.

<https://youtu.be/ob5gPWtA2xA>

La comédienne Carla Bianchi, auteure de **"Migrando"**, présente un spectacle qui se joue au **théâtre de la Nouvelle Seine**, à Paris. Elle y incarne une citoyenne concernée par le sort des migrants qui tente d'impulser une **politique d'accueil** dans un village français. Au même moment, un

bateau de 50 exilés traverse la mer Méditerranée.

Qu'est-ce qui peut lier l'avenir d'un petit village à l'abandon et le destin d'un bateau de 50 migrants ?

Le maire d'un village fait appel à Maria Pistacchio, directrice du projet Migrando : "Accueille un migrant, réanime un village". Tout va se jouer lors de ce conseil municipal où les habitants ont 1h pour décider s'ils vont les accueillir ou non. Le débat entre partisans et contradicteurs s'enflamme.

En jonglant avec les personnages, Carla Bianchi met en scène le dialogue entre ces deux points de vue apparemment inconciliables. Un seul en scène pour décrypter avec humour les a priori et les contradictions autour d'un thème d'actualité : l'accueil des migrants.

Spectacle en partenariat avec La Ligue des Droits de l'Homme et Tous Migrants. 5% des bénéfices seront dévolus à l'association Tous Migrants. Prochaine Séance disponible: Mardi 25 Janv. 2022 à 20h30

<https://www.infomigrants.net/fr/post/37884/video--migrando-un-seuleenscene-pour-creer-un-recit-positif-autour-de-la-migration>

Le festival de film KINO ASYL qui a débuté vendredi 7 janvier à Munich et court jusqu'au 23 janvier, sera entièrement diffusé en ligne. Il est accessible gratuitement. Toutes les infos sont sur kinoasyl.de ou sur [la page Facebook du festival](#). Avec au moins 15 documentaires, court et long métrages, reportages et présentations, le festival aborde un large éventail de sujets et de genres. Le célèbre film "Osama", pour lequel le réalisateur, afghan, a remporté un Golden Globe, côtoie ainsi un court métrage satirique du Moyen-Orient, "Eine Zigarette", ou encore "Solo", un film iranien sur la solitude et le besoin d'affection humaine. Certaines histoires se déroulent en Palestine, d'autres au Sénégal, en Syrie, en Ouganda ou encore en Russie.

Apprendre le français

L'objectif du programme "7 rue du rendez-vous", une websérie, est conçue pour aider les étrangers dans leur apprentissage de la langue française. À travers quatre épisodes de 10 minutes, les scénaristes ont voulu développer une "méthode ludopédagogique" pour faire apprendre le français. Ce sera diffusé à partir de fin janvier sur Internet. D'autres épisodes devraient voir le jour prochainement. La série met en scène plusieurs personnages vivant dans le même immeuble qui éprouvent quelques difficultés avec le français. On retrouve ainsi Albertine, une soixante-huitarde, qui ne comprend pas toujours ses interlocuteurs et leur demande de répéter leur phrase; ou Juan, un hispanophone qui écorche certains mots; ou encore Justine qui accueille chez elle une étudiante africaine. Les comédiens jouent avec la langue et utilisent régulièrement des synonymes ou des expressions différentes pour mieux se faire comprendre. Cette fiction d'apprentissage met en avant des situations pour mieux appréhender nos codes culturels, et aident à mieux comprendre la langue.

WARSAN SHIRE, Née au Kenya de parents somaliens, arrive en Grande-Bretagne à l'âge de un an. Elle est diplômée d'un Bachelor of Arts in Creative Writing. En 2015, elle réside à Londres. Elle écrit le poème « HOME » qui donne la vision d'une personne qui migre dans un nouveau pays et qui termine par ces paroles :

*...Je ne sais pas ce que je suis devenue
Mais je sais que n'importe où
Vaut mieux qu'ici.*

<https://www.vssa.fr/gallery/po%C3%A8me%20de%20warsan%20shire.pdf>